

# NET INFOS

Mercredi 30 Octobre 2024



## [Visite historique du président de la République en égypte et à Oman : Les moissons d'un périple](#)

La visite officielle du président de la République en Égypte et au Sultanat d'Oman, deux pays frères, où M. Abdelmadjid Tebboune a été chaleureusement accueilli, aussi bien par le Président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi que par sa Majesté le sultan d'Oman, Haitham ben Tariq, constitue un véritable tournant dans la politique étrangère de l'Algérie.

Cette tournée régionale du Président Tebboune renforce, en effet, la position de l'Algérie, en tant qu'acteur clé dans le monde arabe, où elle est capable d'influencer sur les équilibres et de contribuer efficacement à la résolution des crises et conflits auxquels sont confrontés nombre de pays frères et amis, à leur tête la Palestine, mais aussi la Libye et le Soudan.

Une visite qui s'inscrit, aussi, dans le cadre de la consolidation des relations de partenariats et de coopération économique algéro-égyptienne et algéro-omanaises, et ce, par le biais d'une nouvelle dynamique d'exploitation des opportunités d'investissements insufflée à l'occasion. Ce premier déplacement de M. Abdelmadjid Tebboune à l'étranger, depuis sa réélection en septembre dernier, revêt également une dimension historique, dans la mesure où la visite d'État du président algérien au Sultanat d'Oman constitue cet exploit inédit qui distingue désormais l'excellence des relations bilatérales liant des deux pays.



## **Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : L'Algérie persévère dans la lutte**

L'Algérie est déterminée à persévérer dans sa lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme conformément aux règles en vigueur au plan international, a affirmé, hier à Tipasa, le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Reggaz.

Procédant à l'ouverture des journées de formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, M. Reggaz a souligné que son département ministériel a mis au point «un plan d'action réparti sur trois axes principaux, à leur tête le volet formation, en tant que première étape pour comprendre les risques et les dangers de ces crimes.

Un fait nécessitant des mesures opérationnelles pour prévenir les crimes liés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et des armes de destruction massive». «Un intérêt particulier doit également être accordé aux aspects législatif et opérationnel dans la mise en œuvre des résultats de l'opération d'évaluation précédemment réalisée par le ministère de la Justice pour identifier les insuffisances et les déséquilibres, puis corriger et remédier à ce qui doit l'être dans le système législatif national», a-t-il ajouté.



## **Généralisation du paiement électronique : La fin de la partie de cash-cash**

L'Algérie cherche à faire du paiement électronique une réalité dans la société, la loi n°22-23 du 24 décembre 2004 obligeant via l'article 113 les commerçants à mettre à disposition des consommateurs des moyens de paiement en ligne.

À ce propos, Abdelkader Slimani, expert en économie, a souligné l'importance de généraliser le paiement électronique qui permet de faciliter et 'encourager l'usage des moyens de paiement électroniques. 'Ces mesures visent à rendre le paiement électronique non seulement accessible, mais aussi attrayant pour tous les citoyens', a-t-il relevé, précisant que notre pays vise principalement la digitalisation des infrastructures bancaires pour 's'adapter' aux moyens de paiement électronique.



## Promotion du Commerce extérieur : Un défi hors hydrocarbures

L'Algérie a réalisé, lors des neuf premiers mois de l'année, 41 milliards de dollars d'exportations, dont 3,5 milliards de dollars hors hydrocarbures, a révélé, hier, le Directeur général du commerce extérieur du ministère du Commerce et de la promotion des exportations, lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale.

Samir Derradji a fait part de la création du Fond spécial pour la promotion des exportations (FSPE) qui vise à promouvoir les exportations hors hydrocarbures à travers la prise en charge d'une partie des frais liés au transport des marchandises et la participation des entreprises aux foires et salons à l'étranger.

Il a rappelé qu'à travers une plateforme numérique, les opérateurs économiques peuvent déposer leurs dossiers afin de bénéficier d'un remboursement par rapport aux actions d'exportations qui débiteront en 2025. "Ce fonds prend en charge une panoplie de frais entrant dans les modes opératoires des exportateurs et une partie des frais de participation des exportateurs aux foires, expositions et salons spécialisés à l'étranger, ainsi qu'une partie des coûts de prospection des marchés extérieurs, une aide à l'édition et à la diffusion de supports promotionnels des produits et services.



## Comptes économiques nationaux

### Le PIB fait un bond de 6% au 2e trimestre

La consommation finale des administrations publiques, a connu une augmentation de 2,3%.

Découlant des évaluations régulières menées par l'Office national des statistiques, les éléments de la récente enquête sur l'évolution des comptes économiques renseignent sur une légère décélération en s'établissant à 3,6%, au 2e trimestre 2024, contre une croissance de 5,0% enregistrée au même trimestre l'année précédente.

Une situation qui reflète le maintien d'un rythme soutenu de développement des secteurs stratégiques. Selon les évaluations de l'ONS « la croissance en volume a été principalement soutenue par plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, les industries manufacturières, le commerce et la réparation d'automobiles et d'articles domestiques, ainsi que les transports et communications. Ces secteurs ont enregistré des taux d'accroissement de 6,5%, 4,3%, 6,0% et 4,8% respectivement».

## Les échanges commerciaux augmentent de 90%

### La «Saga Africa»

La stratégie prônée par le président de la République donne ses fruits. Ce n'est que le début.

L'Algérie à la conquête de l'Afrique. Une ambition bien assumée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Depuis son élection à la tête du pays en 2019, il s'est tourné vers le Sud en se rapprochant plus que jamais des pays de notre continent. Cela du point de vue politique ou économique. Une stratégie claire a été mise en place afin de lier des partenariats gagnant-gagnant avec ces pays frères et amis. Les chiffres-clés des échanges commerciaux Algérie-Afrique sont là pour le prouver. Depuis 2020, ils ont fait un bond spectaculaire de près de 90%.

En effet, en 2023, les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays africains ont atteint un volume total de 4,6 milliards de dollars, enregistrant une hausse de plus de 18% par rapport à l'année précédente, selon les données dévoilées par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et relayées. En comparaison avec les années précédentes, ces chiffres marquent une progression notable de 38% par rapport à 2021 et une augmentation impressionnante de 88% depuis 2020, d'après les mêmes sources. Comme l'a toujours prôné le président Tebboune, il ne s'agit pas d'échanges à sens unique, mais bel et bien du gagnant-gagnant des deux côtés.

Ainsi, on trouve presque un équilibre entre les exportations et les importations. Toujours selon Algex, les exportations algériennes vers les pays africains ont représenté 2,7 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance de ces mêmes pays se sont élevées à 1,87 milliard de dollars. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie en Afrique sont la Tunisie, l'Afrique du Sud et l'Égypte.



## 14835 capsules psychotropes déjouées par les douanes

Les agents des Douanes algériennes de la région de Ghardaia, en coordination avec les agents de l'Armée Nationale Populaire, ANP, ont pu déjouer une tentative de contrebande de 14835 capsules psychotropes du genre prégabaline 300 mg.

## [Un surplus pétrolier redessine le paysage : la Banque mondiale anticipe une plongée des prix des matières premières](#)

Dans un rapport publié ce mardi, la Banque mondiale (BM) prédit une chute significative des prix des matières premières, atteignant des niveaux inédits depuis cinq ans, en raison d'un surplus de production de pétrole.

L'organisation souligne que l'offre mondiale de pétrole devrait dépasser la demande de 1,2 million de barils par jour en moyenne l'an prochain, un excédent comparable à ceux observés en 1998 et 2020. Cette surproduction, jugée massive, pourrait atténuer l'impact sur les prix d'éventuels conflits au Moyen-Orient.

L'un des facteurs clés derrière cette dynamique est «un changement majeur» en Chine, où la demande pétrolière stagne, influencée par l'essor des véhicules électriques, une hausse des ventes de camions fonctionnant au gaz naturel liquéfié (LNG) et un ralentissement de la production industrielle.

La Banque mondiale prévoit également que des pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) augmenteront leur production, alimentant ainsi le surplus et contribuant à une baisse de près de 10 % des prix des matières premières d'ici fin 2026. Malgré cette baisse, les prix resteront environ 30 % plus élevés que ceux observés avant la pandémie de Covid-19.

## Algérie 360°

### [Retraités algériens de France : voici tout ce qui va changer en 2025](#)

Le texte de la nouvelle loi des Finances 2025 en France risque d'impacter les retraités algériens de France. La nouvelle loi ajoute des mesures et des exigences administratives, mais aussi fiscales qui concernent aussi les bénéficiaires algériens.

En effet, l'Assemblée nationale du Parlement français a validé le texte de la loi des finances 2025 pour le volet de la Sécurité sociale en France. Un projet apporte plusieurs modifications à la réglementation régissant les retraités de France vivant à l'étranger.

Ces nouveaux amendements visent à renforcer les contrôles sur les versements touchés par les retraités résidents à l'étranger et bénéficiant des retraites françaises. Dans ce sillage, l'Assemblée nationale a adopté l'amendement qui exige de présenter un certificat de vie consulaire.



## [La Banque mondiale prévoit une chute du prix des matières premières](#)

Un surplus dans la production de pétrole devrait entraîner une chute du prix des matières premières à un niveau inédit depuis cinq ans, a affirmé mardi la Banque mondiale.

« L'an prochain, l'offre mondiale de pétrole devrait surpasser la demande d'environ 1,2 million de barils par jour en moyenne », écrit l'organisation dans son dernier rapport sur les marchés mondiaux des matières premières, ajoutant qu'un tel surplus n'avait été observé qu'à deux reprises auparavant, en 1998 et en 2020.

La surabondance attendue de pétrole « est tellement importante qu'elle devrait limiter les effets sur les prix d'un conflit encore plus étendu au Moyen-Orient », ajoute la Banque mondiale.

Selon le rapport, l'une des raisons principales derrière ce surplus se trouve derrière « un changement majeur » en cours en Chine, où la demande de pétrole a stagné dans le sillage de l'augmentation des ventes de véhicules électriques, d'une hausse de la demande en camions roulant au gaz naturel liquéfié (LNG), et d'un ralentissement de la production industrielle.

La Banque mondiale affirme en outre s'attendre à ce que plusieurs pays non-membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole « intensifie (leur) production de pétrole », alimentant le surplus et contribuant à la baisse des prix des matières premières de près de 10% d'ici la fin 2026.

Mais malgré cette baisse importante, les prix des matières premières resteront en général près de 30% au-dessus de leur niveau dans les cinq années précédant la pandémie de Covid-19.

« Une chute des prix des matières premières et de meilleures conditions d'approvisionnement peuvent servir de tampon contre les chocs géopolitiques », a déclaré dans un communiqué l'économiste en chef de la Banque mondiale, Indermit Gill.

Mais ces deux facteurs n'aideront que trop peu « à soulager la douleur que représentent les prix alimentaires élevés dans les pays en développement, où l'inflation alimentaire est le double de la norme dans les économies avancées », a-t-il ajouté.

La Banque mondiale s'attend à une chute de 9% des prix des denrées alimentaires cette année, et de 4% supplémentaires en 2025, soit quelque 25% au-dessus des niveaux observés entre 2015 et 2019.

Dans le même temps, les prix de l'énergie devraient chuter de 6% l'année prochaine et de 2% supplémentaires en 2026, selon l'organisation basée à Washington.



## من حقّ الجزائر الاستفادة من مساهماتها في المؤسسات المالية.. خبراء لـ"المساء":

### التمويل الخارجي للمشاريع الكبرى آلية دولية جادة

□ سلامي: التمويل الخارجي قرض اقتصادي لمشروع ذي جدوى

□ تيغرسني: توظيف المؤسسات المالية الإفريقية والعربية لتمويل الاستثمار خطوة هامة

أكد خبراء في الاقتصاد أحقية الجزائر في الحصول على التمويل الخارجي لإنجاز المشاريع الاقتصادية الكبرى وذات المصلحة الوطنية، من المؤسسات المالية الدولية أو المتعددة الأطراف أو الإقليمية، باعتبارها عضوا مساهما في عدد من هذه المؤسسات على غرار بنك "البريكس" والبنك الإفريقي للتنمية، مبرزين أن اللجوء إلى أن هذا النوع من التمويل لضمان الموارد المالية الكافية لإنجاز هذه المشاريع لا يمس البتة بالسيادة الوطنية.

أبرز الخبير الاقتصادي، أبو بكر سلامي، في اتصال مع "المساء"، أحقية الجزائر في الحصول على التمويل الخارجي لإنجاز المشاريع الاقتصادية الكبرى والمشاريع ذات المصلحة الوطنية، من المؤسسات المالية الدولية أو المتعددة الأطراف، لأنها عضو مساهم في عدد من هذه المؤسسات، على غرار بنك "البريكس"، وأوضح أن اللجوء إلى التمويل الخارجي وفقا لاقتراح مشروع قانون المالية لسنة 2025 لا يمس البتة بالسيادة الوطنية، لأنه قرض اقتصادي يتم اللجوء إليه في إطار مشروع ذي جدوى ومدر للقيمة المضافة، وليس اقتراض دولة لتمويل الميزانية أو مشاريع عمومية غير منتجة أو ذات طابع اجتماعي.

## أمر بفتح مركز ثقافي جزائري بسلطنة عمان.. رئيس الجمهورية:

### الدولة تشجع المستثمرين الوطنيين النزهاء

أسدى رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، أول أمس، تعليمات تقضي بفتح مركز ثقافي جزائري لتشريف الثقافة الوطنية وتجسيد التلاحم بين الجزائر وسلطنة عمان، وذلك خلال لقائه بمسقط بأفراد من الجالية الجزائرية المقيمة بالسلطنة، بمناسبة زيارة الدولة التي يقوم بها إلى هذا البلد.

وتطرّق رئيس الجمهورية خلال هذا اللقاء الذي يندرج في إطار السّنة التي دأب عليها أثناء زيارته إلى الخارج، إلى ملف الاستثمار، حيث أكد أن الدولة ستعمل على تشجيع "المستثمرين الوطنيين النزهاء"، مشيرا إلى أن "تحقيق الربح بالنسبة للمستثمرين أمر طبيعي على أن تحقق الجزائر أيضا الربح المنشود، سواء من خلال خلق مناصب شغل جديدة أو بجلب العملة الصعبة".

## توقع تضاعف المبادلات التجارية مستقبلا.. مبتول لـ"المساء":

### إفريقيا أولوية استراتيجية للجزائر

أكد الخبير عبد الرحمان مبتول أن القدرات الكبيرة التي تتوفر عليها إفريقيا، تسمح للجزائر بأن تضاعف مبادلاتها التجارية مع بلدان القارة، مشيرا إلى أن النمو المعتبر الذي عرفته هذه المبادلات في 2023 يفتح الباب أمام تطوّر أكبر خلال السنوات المقبلة، في حال استغلت القدرات الهائلة التي توّهل إفريقيا إلى التمركز الاقتصادي القوي مستقبلا، خاصة بعد إنشاء منطقة التبادل الحر "زليكاف".

أوضح الخبير مبتول، أمس، في تصريح لـ"المساء" أن الأرقام التي نشرتها الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية "ألجكس" والتي أشارت إلى تسجيل حجم تبادل تجاري بين الجزائر والدول الإفريقية بقيمة 4,6 ملايين دولار في 2023، بأكثر من 18% مقارنة بعام 2022، برغم أهميتها بالنسبة للجزائر، فإنها تبقى غير عاكسة للإمكانيات الكبيرة التي تحوز عليها البلدان الإفريقية.

ولفت إلى قرار الجزائر جعل من القارة أولويتها المستقبلية لأسباب اقتصادية وجيوسياسية، ستمكن من رفع المبادلات التي تبقى بعيدة عن الطموحات لأنها تشكل 0,5% من إجمالي المبادلات التجارية للجزائر مع باقي مناطق العالم. وسجل في هذا الإطار أن صندوق النقد الدولي، توقع أن تحقق إفريقيا معدل نمو يتراوح بين 5 و7% على مدى العقود الثلاثة المقبلة، وسيكون لديها القدرة على المساهمة في الاقتصاد العالمي بما يصل إلى 29 ألف مليار دولار في عام 2050، منها أكثر من 4500 مليار دولار لإفريقيا جنوب الصحراء الكبرى.

## بورصة الجزائر تطالب بالالتزام بأحكام القانون الجديد لمكافحة تبييض الأموال

طلبت رئيس لجنة تنظيم و مراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، أمس الاثنين، الجهات الفاعلة في السوق المالي، سيما الوسطاء وهيئات الاستثمار الجماعي في الأوراق المالية القابلة للتحويل، بالالتزام بأحكام القانون الجديد المتعلق بمراقبة و مكافحة تبييض الأموال وكذا تمويل الارهاب وانتشار الأسلحة.

وخلال يوم اعلامي و تحسيبي نظم في الجزائر العاصمة، دعا رئيس لجنة تنظيم و مراقبة عمليات البورصة، الجهات الفاعلة في السوق المالي، الى وضع جهاز يقظة و وقاية من أخطار تبييض الأموال و تمويل الارهاب، وانتشار أسلحة الدمار الشامل، من أجل الامتثال للمقتضيات الدولية في هذا المجال، سيما تلك المتعلقة بمجموعة الاجراءات المالية التي تقود العمل الدولي في مكافحة هذه الظواهر.





## الكتل النيابية توصي بالتركيز على القدرة الشرائية والشغل والسكن

### هذه أولويات النواب في مناقشة قانون المالية لـ2025

شرعت الكتل النيابية بالمجلس الشعبي الوطني، رسميا، في التحضير لمناقشة مشروع قانون المالية، المنتظر عرضه أمام النواب أيام 3 و4 و5 نوفمبر المقبل، من خلال توجيه توصيات لممثليها بضرورة توحيد الصف وتوجيه النقاش نحو القطاعات الوزارية التي لم تحقق التقدّم، رغم الميزانيات الكبيرة المخصّصة لها. كما ستستعين الكتل البرلمانية بخبراء متخصصين لتقديم شروحات حول الجوانب التشريعية والمالية، خاصة أن ميزانية 2025 تُعد الأضخم على الإطلاق.

وفي هذا الإطار، عقدت جبهة "المستقبل"، الثلاثاء، اجتماعا مع ممثليها في لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، بهدف وضع إستراتيجية موحّدة لمناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2025 من خلال توجيه توصيات إلى نوابها البالغ عددهم 47 نائبا بضرورة الالتزام بالنهج الحزبي في تناول المشروع.

الالتزام بمواقف الأحزاب.. مساءلة الحكومة حول صرف الميزانيات

كما تم الاتفاق على توزيع المهام بين النواب بحيث تتولى كل مجموعة جانبا محدّدا من القانون، بما في ذلك الجوانب التشريعية، والميزانية، ومؤشرات الأداء الاقتصادي.



## وفقا للمعايير المعمول بها دوليا.. الأمين العام لوزارة العدل:

### خطة ثلاثية الأبعاد لتطبيق تبييض الأموال وتمويل الإرهاب

أكد الأمين العام لوزارة العدل، محمد رفاق، الثلاثاء بتبليّزة، أن الجزائر عازمة على مواصلة رفع تحديات مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، وفقا للمعايير المعمول بها دوليا.

ولدى إشرافه على افتتاح الأيام التكوينية حول مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، التي تنظمها وزارة العدل بالمدرسة العليا للقضاء بالقليعة بتبليّزة، قال رفاق، إن الوزارة "أعدت خطة عمل تقضي بإيلاء ثلاثة جوانب أهمية خاصة، أبرزها محور التكوين كخطوة أولى لفهم مخاطر وتهديدات هذه الجرائم، ما يتعين وضع تدابير عملياتية للوقاية من جرائم تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وأسلحة الدمار الشامل".



## تعميم خدمة الدفع الإلكتروني.. نفضال توقع اتفاقية مع BEA

وقعت مؤسسة نفضال، اليوم الثلاثاء، اتفاقية شراكة مع بنك الجزائر الخارجي BEA لتعميم خدمة الدفع الإلكتروني. وأشرف على مراسم التوقيع الرئيس المدير العام لنفضال، جمال شرودو. والمدير العام لبنك الجزائر الخارجي، الهواري رحالي.

وبحضور الأمين العام للنقابة الوطنية، عبد الحق عمراني، والإطارات المسيرة للشركتين.

وتنص هذه الاتفاقية على تشجيع أصحاب المحطات الخاصة الذين يعملون تحت شعار نفضال (237 محطة ذات تسيير حر و1538 نقطة بيع معتمدة) لاعتماد وسيلة الدفع الإلكتروني.

وذلك من خلال تجهيزهم بمعدات الدفع الإلكتروني، تكملةً للاتفاقية الموقعة سابقاً بين الطرفين.

حيث قامت نفضال بتوفير خدمة الدفع الإلكتروني لأكثر من 400 محطة خدمات تابعة لها. بالإضافة إلى 8 محطات خضراء و47 مركز تحويل سيرغاز و46 محطة تشحيم وبيع العجلات المطاطية و6 قاعات عرض، متواجدة عبر كل التراب الوطني.

وبالمناسبة، أكد الرئيس المدير العام لنفضال أنّ هذه العملية تندرج في إطار السياسة العامة لنفضال. وتطبيقاً لتعليمات السلطات العليا للبلاد الهادفة لترقية وتعميم الرقمنة على كل المستويات. ما يجعل نفضال أحد أبرز الفاعلين في هذا المجال، وذلك عبر الخدمات العصرية التي تقدمها وتتماشى مع احتياجات الزبائن.

ومن جانبه، أعرب المدير العام لبنك الجزائر الخارجي (BEA) عن تقديره للشراكة القوية بين المؤسستين. معبراً عن تفاؤله بالمرحلة الثانية التي تهدف إلى توسيع نطاق استخدام أجهزة الدفع الإلكتروني، وفقاً للاستراتيجية الوطنية.

وأضاف المسؤول ذاته أن هذه الاتفاقية ستمكّن الطرفين من تحسين خدمة الدفع الإلكتروني على مستوى كل محطات الخدمات. والاستفادة من الخبرات المكتسبة في هذا المجال، عملاً بمبدأ رابح رابح.

Zine Barka. Professeur en finances publiques

# «Accélérer la digitalisation pour une plus grande traçabilité des opérations financières»

Professeur d'université en finances publiques, Zine Barka estime, dans cet entretien, que l'élaboration des textes juridiques est une étape nécessaire en vue de lutter contre le blanchiment d'argent et la fraude. Cependant, pour renforcer les barrières contre les malfaiteurs, il y a lieu d'assurer l'application, le suivi et l'évaluation de ces mesures.

Propos recueillis par Samira Imadlou



liste grise ?

Pour focaliser notre attention sur l'évaluation de l'Algérie, on observe que dans le dernier rapport du GAFI, l'Algérie est placée dans la

grande importance dans leur décristim. Il ne s'agit donc pas de contraindre cette volonté politique par un retard dans la mise à jour des aspects techniques de la réglementation ou

blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, dont le but est d'assurer l'intégrité du système financier, de définir son domaine opérationnel et de prévenir les activités illégales et les dommages qu'elles causent à la société.

Au fur et à mesure depuis sa création, en 1989, par le G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), le GAFI ne cesse d'enrichir les conseils dispensés aux pays pour déjouer l'expansion du blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la prolifération des armes de destruction massive. Le GAFI participe donc à la mise en œuvre d'un cadre complet de mesures pour aider les pays à lutter contre les flux financiers illicites. Elles comprennent un cadre solide de lois, de réglementations et de mesures opérationnelles afin de garantir que les autorités nationales puissent prendre des mesures efficaces pour détecter et perturber les flux financiers qui alimentent le crime et le terrorisme, et punir les responsables d'activités illicites.

Actuellement, 38 pays sont membres du GAFI, le statut de membre de la Fédération russe a été suspendu le 24 février 2023 pour les raisons que nous connaissons.

L'intégrité du système financier nécessite un engagement politique soutenu pour lutter contre ces menaces. C'est pourquoi, en 2019, les ministres du GAFI ont donné au GAFI un mandat à durée indéterminée après trois décennies de fonctionnement dans le cadre d'un mandat limité dans le temps.

Qu'en est-il de l'évaluation de l'Algérie et de son placement sur la

liste grise ? Pour focaliser notre attention sur l'évaluation de l'Algérie, on observe que dans le dernier rapport du GAFI, l'Algérie est placée dans la liste grise ? Pour focaliser notre attention sur l'évaluation de l'Algérie, on observe que dans le dernier rapport du GAFI, l'Algérie est placée dans la

Que signifie ce classement à votre avis ?

Ce classement est, certes, un avertissement sérieux à l'encontre d'un pays pour qu'il renforce ses capacités techniques, organisationnelles, institutionnelles et humaines dans la mise à niveau des juridictions et des méthodes basées sur les bonnes pratiques de lutte contre le blanchiment d'argent. Un plan d'action est donc à mettre en œuvre en coordination avec les bonnes pratiques suggérées par le GAFI pour s'extirper de cette situation de nature à nuire à la bonne renommée du système financier et de son intégrité. Cela est très important car l'Algérie ne cesse de faire des appels pour attirer plus d'investissements directs étrangers. Or, les investisseurs étrangers potentiels regardent cet indicateur avec beaucoup de sérieux et lui accordent une

Il est certain que les instruments mis en place par les autorités algériennes, notamment depuis ces dernières années, et particulièrement depuis l'intégration de l'Algérie comme membre du Monafatf (Middle East and North Africa Financial Action Task Force) ou avec le sigle français GAFImoas (Groupe d'action financière Moyen-Orient et Afrique du Nord), créé le 30 Novembre 2004, qui a été présidé successivement dans le passé en 2011 par deux présidents en l'occurrence MM. Abdelouar Hibouche et Abdelmajid Amghar, n'ont cessé de prendre de l'importance en matière d'élaboration de textes juridiques et de création d'instances spécialisées comme la Cellule de traitement des renseignements financier (CTRF) en Algérie, dans la lutte contre la criminalité économique. Il s'avère que comme organisme chargé de lutter contre le blanchiment d'argent, la CTRF doit revoir sa structure et améliorer tout à la fois ses performances et son fonctionnement.

En dehors de la CTRF, quels sont les autres organismes appelés à améliorer leurs performances en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ?

Cette remarque est à partager également avec d'autres organismes nationaux comme la Cour des comptes, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) et la Direction générale des Impôts (DGI) qui sont des parties prenantes directes, car une bonne partie de leurs missions se rapporte au contrôle. La DGI a non seulement pour mission de collecter et de mobiliser des ressources,

comme l'impôt, mais également de combattre l'évasion et la fraude fiscales notamment. Quant à la Cour des comptes, le contrôle fait partie intégrante de ses missions. Il en est de même pour la Cosob qui est chargée de surveiller, contrôler et enquêter que les marchés des valeurs mobilières sont issus de transactions licites et en règle en veillant notamment :

- à la protection de l'épargne investie en valeurs mobilières ou tout autre produit financier donnant lieu à un appel public à l'épargne ;
- au bon fonctionnement et à la transparence du marché des valeurs mobilières.

En somme, la Cosob veille à ce que le financement de l'économie s'effectue de manière saine et que les fonds collectés ne proviennent pas de blanchiment d'argent ou bien sont issus de sources licites ou de la vente de produits licites.

Comment remédier aux faiblesses constatées ?

Il me semble que l'accélération de la digitalisation, pour ses nombreux avantages reconnus, du ministère des Finances est une des priorités pour remédier à ces faiblesses. Car elle est de nature à permettre une plus grande traçabilité des opérations

directs étrangers. Or, les investisseurs étrangers potentiels regardent cet indicateur avec beaucoup de sérieux et lui accordent une grande importance dans leur décision.

”

l'élaboration des textes juridiques est une excellente et nécessaire étape en vue de lutter contre le blanchiment d'argent et la fraude, mais l'application, le suivi et l'évaluation de ces mesures sont de nature à renforcer cette barrière contre les malfaiteurs. Enfin, un dernier point qui devrait être mis à profit se rapporte au soutien technique que le GAFI, avec ses délégués régionaux, peut apporter aux pays qui connaissent la même situation que l'Algérie, afin de corriger les imperfections du fonctionnement du contrôle, toutes formes comprises, et mettre un terme aux fileaux criminels qui contraignent le développement économique. Ces quelques mesures évoquées constituent les composantes d'une réforme ambitieuse pour hisser les institutions nationales de contrôle aux normes internationales qui se traduiront certainement par la sortie de l'Algérie de la zone grise où elle a été mise récemment par le GAFI.

S. Z.

**VOX POPULI**

**«BRICS-À-BRAC»**

La décision des Brics+ d'inclure l'Algérie dans une liste de nouveaux «pays partenaires» peut signifier que l'organisation transcontinentale a voulu réparer son erreur sans se déjuger. Une solution genre bric-à-brac puisque l'Algérie — qui n'a pourtant rien demandé cette fois-ci — n'a pas été proposée pour figurer parmi les pays membres.

Une solution en demi-teinte qui attend l'approbation ou le refus de nos dirigeants. Certains trouveront des avantages à cette décision. D'autres rétorqueront que nous avons fermé le dossier. Il importe ici de souligner que la position actuelle de l'Algérie est conforme aux idéaux de non-alignement, un mouvement à réinventer entre le G7 et les Brics, et qui attend un leadership qui ne peut désormais échapper à notre pays.

M. F.



## المبادلات التجارية مع الأسواق الإفريقية تحقق نمواً بأكثر من 18 بالمائة

# صادرات الجزائر تكتسب الزهان

عرفت المبادلات التجارية بين الجزائر ودول القارة السمراء نموا ملحوظا، حيث بلغت قيمة المبادلات البيئية برسم عام 2023 أزيد من 4.6 ملايين دولار، حسب تقديرات الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية "ألكس"، بنسبة نمو فاقت 18 بالمائة.

### حفيظ سوالي

● وفقا للتقديرات الإحصائية للوكالة، فإن الصادرات الجزائرية بلغت خلال سنة 2023 ما قيمته 2.7 مليار دولار من السلع والخدمات باتجاه الدول الإفريقية، بينما استوردت الجزائر من الدول الإفريقية ما قيمته 1.87 مليار دولار. ونسج عن المبادلات البيئية أطراف تبادل مهمل لصالح الجزائر وقاقت في الميزان التجاري نحو 800 مليون دولار.

وحسب المدير المساعد لوكالة "ألكس"، فوزي بوعبيد، فإن التجارة البيئية الجزائرية الإفريقية شهدت نموا يقدر بنحو 38 بالمائة، مقارنة بسنة 2021، و 88 بالمائة مقارنة بـ 2020.

وتعد تونس أهم زبون للجزائر في القارة الإفريقية بـ 1.1 مليار دولار، مقابل 165.28 مليون دولار لجنوب إفريقيا و 143.68 مليون دولار لمصر. وتشهد الصادرات الجزائرية لتناميا باتجاه القارة خارج المغرب، لاسيما ما تعلق بالصادرات من الحبوب، والتي بلغت 704.89 مليون دولار، وتشمل



مع مبادلات دولة واحدة مثل الصين وفرسا بل وحتى تركيا.

وهد بلغ حجم الواردات الجزائرية من إفريقيا ما قيمته 1.273.86 مليار دولار في سنة 2018 بحصة قدرت بـ 3.79 بالمائة من إجمالي الواردات الجزائرية. كما قدرت سنة 2019 بـ 1.339.57 مليار دولار وحصة بـ 3.14 بالمائة. بالمقابل، بلغت الصادرات الجزائرية نحو إفريقيا 2.181.85 مليار دولار بحصة تقدر بـ 5.22 بالمائة في سنة 2018، فيما بلغت سنة 2019 ما قيمته 2.169.65 مليار دولار وحصة بـ 6.06 بالمائة. وقد سمت الجزائر إلى دعم صادراتها باتجاه منطقة غرب إفريقيا بالنسبة لمنتجات مثل الحديد والأسمنت خلال سنوات 2019 و 2020 و 2021، كما سمت إلى دعم التجارة البيئية بما في ذلك المقايضة مع دول الساحل.

وتغسل حصة الصادرات باتجاه إفريقيا جنوب الصحراء في 2020 نسبة 0.80 بالمائة مقابل 7.30 في المائة بالنسبة لشمال إفريقيا، بينما تمثل بالنسبة للواردات 0.47 بالمائة لإفريقيا جنوب الصحراء مقابل 2.79

بالمائة لإفريقيا الشمالية، وينتسج الإغناء التدريجي لرسوم الحركة للتجارة بين البلدان الإفريقية بنسبة 700 من بنود التريفات الجمركية، على فترة تمتد إلى 5 سنوات للدول النامية، و 100 للدول الأقل نموا. وقد بدأ المسار من مطلع 2021، في وقت تعلق السلطات العمومية أمالا للاستفادة من حجم السوق الإفريقية المقدر بـ 3 مليارات نسمة ومبادلات تجارية محدودا 7 تريليونات دولار، مع ناتج داخلي قاري إجمالي 34 دولة إفريقية يقدر بـ 7.7 تريليون دولار.

ح - ص

الفترة	القيمة (دولار مليار)
2019	2.300
2018	3.001
2017	1.683
2016	4.435
2015	4.353
2014	2.723
2013	2.163
2012	2.144
2011	3.460
2010	3.510
2009	3.052
2008	2.720
2007	3.468
2006	4.400

3 ملايين دولار.

وبادرات الجزائر في مجال تفعيل وتنشيط الحركة الاقتصادية بتحديد مشاريع هيكلية، حيث يتم التركيز على ضمان تفعيل الطريق المابر للصحراء كأداة لتنشيط الحركة التجارية. ويمتد الطريق المابر للصحراء، الذي تم الشروع في إنجازه في سنوات 1980، على مسافة تقارب 10.000 كلم ويربط محور الرئيسي للجزائر العاصمة مع بلاد غرب إفريقيا على امتداد نحو 4100 كلم، مع عدة تفرعات تمتد إلى النيجر ومالي والتشاد وتونس.

كما أن هناك إطار البلدان الأعضاء في لجنة الاتصال لوصلة الأهداف البصرية العمومية العابرة للصحراء، التي تقوم أيضا بتحديد المشروع وتضع المسحبة (الجزائر) وتشاد وموريتانيا والنيجر وإفريقيا ومالي، علما أن الجزائر استكملت أشغال إنجاز شطرها من الأهداف البصرية على مسافة 2548 كلم والأمير يتحقق تكامل الأهداف البصرية الربط بين الجزائر العاصمة وإن قزام الحدود مع النيجر، وخطر آخر يهدد إلى تنفيذ (الحدود الموريتانية).

وتسمح وصلة الأهداف البصرية العمومية العابرة للصحراء بربط وسط إفريقيا بغيرها عبر المتوسط من خلال الجزائر، أما المشروع الثالث، فإنه يتعلق بأنبوب الغاز النيجري الجزائري المار عبر النيجر شمال إفريقيا، يبدأ خط الأنابيب من إقليم واري في نيجيريا ويمر عبر النيجر إلى حاسي الرمل في

البحر ومليسي وجوب ألا تتفعل نسبة إجماعها من 50 بالمائة حتى لا تتسرب إلى السوق المحلية مواد مصنوعة خارج القارة، فضلا عن توسيع دائرة المبادلات، إلا أن الملاحظ أن حجم المبادلات الكلية التجارية بين الجزائر والبلدان الإفريقية دون حساب دول شمال إفريقيا بدأت خلال السنتين الماضيتين تشهد نموا لاسيما من حيث الصادرات الجزائرية إلى غرب إفريقيا، بعد أن كانت المبادلات متواضعة، بعدم تجاوزها سنة 2020 مستوى 0.5 بالمائة استيرادا و 0.8 بالمائة تصديرا.

وتسعى الجزائر إلى دفع التبادل التجاري مع بقية الدول الإفريقية، خاصة بلدان الساحل، عبر طرق برية صحراوية تربطها بمالي والنيجر وموريتانيا بالخصوص، ومشروع مثل فتح المعابر الحدودية على غرار مبري مصطفى من بولمعيد 2022 وتكثيف النشاط التجاري مع دول غرب إفريقيا، لاسيما بالنسبة لعدد من المنتجات مثل الإسمنت والحديد، فضلا عن توسيع دائرة النشاط مع دول مثل موريتانيا والسنغال، مع فتح فروع بنكية.

وكانت القيمة الإجمالية ونفعية التبادل التجاري السنوي بين الجزائر والبلدان الإفريقية مجتمعة سنة 2020 في حدود 3.3 بالمائة استيرادا و 8.5 بالمائة تصديرا، فيما شهدت سنتا 2021 و 2022 نموا، حيث فاقت قيمة المبادلات التجارية سنة 2022 مستوى

عددا من المنتجات والمواد على غرار الإسمنت والسكر والحديد، إلى جانب الأسعدة والورق والتور والزيغ.

بالمقابل، فإن مصر وموريتانيا تعدان أهم الدول الإفريقية المصدرة بقيمة 4.886 مليون دولار و 382.27 مليون دولار على التوالي، لهما تونس 322.22 مليون دولار وكوت ديفوار 88.79 مليون دولار.

**المبادلات الجزائرية الإفريقية تشهد نهضة**

في الوقت الذي دخلت منطقة التبادل الحر الإفريقية حيز التنفيذ مطلع 2021 والتي انخرطت فيها الجزائر بعد المساندة في أوت 2020 على الاتفاقية المؤسسة للمنطقة الإفريقية للتبادل التجاري الحر وكذا على الشاؤون المؤسس لمنطقة الوحدة الحرة، الموقع بالعاصمة الروندية كينشاسا في 21 مارس 2018، بعد أن السطع مدى الغزاي والمكثبات التي يمكن أن تجلبها الجزائر والقدرات المتاحة، خاصة في ظل التناقض التي سنجلتها الجزائر مع تجارب اتفاقيات مناطق التبادل الحر والتعاقدات الشراكة مع الاتحاد الأوروبي والمنطقة العربية الكبرى لتبادل الحر التي واجهت فيها الجزائر عجزا واختلالا في أطراف التبادل، ناهيك عن المشاكل القائمة بخصوص قواعد منشأ المنتجات.

وقد ساهمت الجزائر خطوطا لتوسيع دائرة النشاط الاقتصادي وتجاريا في القارة السمراء، ورغم تشديد السلطات العمومية على التأكد من المنشأ الأصلي للسلع والخدمات المتداولة في المنطقة الإفريقية للتبادل